
Séance du 15 OCTOBRE 2024

Le 15 Octobre 2024 à 14h00, le Conseil d'Administration de TARN HABITAT, l'Office Public de l'Habitat du TARN, s'est réuni au siège de Tarn Habitat sous la Présidence de Florence BELOU.

Etaient présents :

Mme BELOU Florence	Présidente - Conseillère départementale de Graulhet
Mme GERAUD Eva	Conseillère départementale d'Albi 3
M. BALARDY Jean-Charles	Conseiller départemental d'Albi 2
Mme BIBAL-DIOGO Sylvie	Conseillère départementale de Carmaux 1
M. FABRE André	Conseiller départemental de Carmaux
M. AYMARD Stéphane	Président de la CAF
M. COSTA Christophe	Directeur REGAIN Associations
Mme GINOUILAC Marie-France	Représentante de l'UDAF
M. SEVERAC Jean-Pierre	Conseiller Technique Chambre de Commerce et Industrie
Mme DURAND Valérie	Représentante de l'Administration du Conseil Départemental
M. LOPEZ-SERRES Serge	Représentant ACTION LOGEMENT
M. ABUSHAWISH Mahmoud	Représentant locataires CNL
Mme CORNETET Véronique	Représentante locataires CNL
Mme CAHUZAC Gisèle	Représentante locataires AFOC
M. TRESSIERES Michel	Représentant locataires AFOC

Etaient excusés ou représentés par pouvoir :

M. FRANQUES Michel	Conseiller départemental d'Albi 1 (pouvoir à M. Costa)
M. AZNAR Blaise	Maire de Graulhet
Mme ROQUE Hélène	Directrice de l'ADIL (pouvoir à M. Aymard)
M. WODZYNSKI Alexandre	Directeur de SOLIHA (pouvoir à M. Géraud)
Mme HIRISSOU Dominique	Représentante Mairie de Gaillac (pouvoir à Mme Belou)
M. JOULIE Yannick	Directeur du CPIE des Pays Tarnais
M. BIRBES Gilles	Représentant organisation syndicale (pouvoir à Mme Bibal-Diogo)
Mme NAVARRO Laurence	Représentante organisation syndicale (pouvoir à M. Fabre)

Assistaient également à la séance :

M. ASPAR	Directeur Général
M. BRENGUES	Directeur Général Adjoint
Mme. MACHILLOT	Responsable du Service Administratif et Financier
M. THUILLEZ	Responsable du Service Ressources Humaines
M. DASSIE	Responsable du Service Montage d'Opérations
M. SEBE	Représentant CSE
Mme COSTES	Assistante de Direction
M. BARRERE	Représentant DDT

Délibération portant adhésion de principe à la mission de médiation proposée par le CDG 81 pour les agents FPT

Considérant la liste des litiges ouverts à la médiation préalable obligatoire :

1. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés au premier alinéa de l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ;
2. Refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels ;
3. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé sans traitement
4. Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps obtenu par promotion interne ;
5. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle ;
6. Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés ;
7. Décisions administratives individuelles relatives à l'aménagement des postes de travail.

Considérant que consécutivement à la présente adhésion de principe à la mission de médiation, pour les litiges susmentionnés, les agents de Tarn Habitat devront obligatoirement les soumettre au processus de la médiation préalable, avant de former un recours contentieux devant le juge administratif,

Considérant que Tarn Habitat peut confier au Centre de gestion du Tarn la conduite de la médiation à l'initiative des parties ainsi que la médiation à l'initiative du juge,

Considérant que le Centre de gestion du Tarn a fixé un tarif de **500€ pour 8 heures de médiation** (Ce tarif forfaitaire comprend le temps passé pour les entretiens préalables, les prises de rendez-vous, les réunions de médiation plénières et le travail administratif) et de 50€ de l'heure pour le temps passé au-delà du forfait de 8 heures,

Considérant que la médiation est un mode de règlement alternatif des conflits qui permet, dans le respect des principes de légalité et de bonne administration, de régler les différends de manière plus souple, plus rapide et moins onéreuse,

Considérant que la conduite de la médiation est assurée par des agents du Centre de Gestion formés et opérationnels, qui garantiront le respect des grands principes de la médiation : indépendance, neutralité, impartialité, confidentialité,

Il revient à Tarn Habitat de conventionner avec le Centre de gestion du Tarn pour pouvoir bénéficier de ce service de médiation qui recouvre la médiation préalable obligatoire, la médiation à l'initiative des parties et la médiation à l'initiative du juge.

A cet effet, il est demandé au Conseil d'Administration d'autoriser le Directeur Général à signer l'ensemble des documents relatifs à cette convention, ainsi que la mise en œuvre de la mission proposée par le CDG du Tarn.

A l'unanimité, le Conseil d'Administration autorise le Directeur Général à signer l'ensemble des documents relatifs à cette convention, ainsi que la mise en œuvre de la mission proposée par le CDG du Tarn.

.....

Pour extrait certifié conforme au
Registre des délibérations,

Le Directeur Général,
Philippe ASPAR